

L'éditorial de Jacques Cordonnier,  
président d'Alsace d'Abord  
**Une année décisive**



L'année 2009 sera décisive, elle le sera tout particulièrement pour l'Alsace. Les défaillances d'entreprises, l'augmentation du chômage, l'extension du chômage technique, l'augmentation des chiffres de la délinquance, voilà les signes d'un déclin que les responsables alsaciens des partis parisiens ont trop longtemps refusé d'admettre. Nier la réalité ne guérit pas les maux. À cela s'ajoutent les menaces des réformes engagées par Nicolas Sarkozy avec leurs conséquences néfastes pour l'Alsace : par exemple, la pseudo-autonomie donnée aux universités ne sera que partiellement financée par l'État ; qui paiera la différence ? Ce sont bien sûr les collectivités alsaciennes, donc nos impôts. Quelle place nous est réservée dans le plan de relance de l'État ? Pratiquement rien, alors les responsables alsaciens de l'UMP volent au secours de l'État en lançant des micro-plans qui ne serviront à rien ! Mais les Alsaciens ont des ressources et du courage, ils l'ont souvent prouvé par le passé. La future réforme des collectivités territoriales est une occasion unique pour l'Alsace de réaliser la fusion des multiples organismes censés administrer la région. Il y aura des résistances du côté des présidents des Conseils généraux et du Conseil régional, accrochés à leurs fauteuils et leurs fromages. Les régionalistes que nous sommes seront vigilants et persévérants. L'année 2009 sera cruciale et décisive ■

**ALSACE**  
*d'abord !*

## L'obélisque de Turckheim, la fin d'un mensonge

*Le samedi 31 janvier 2009, plus de 150 personnes se sont réunies devant l'obélisque de Turckheim près de Colmar, à l'appel du mouvement JEUNE ALSACE et ALSACE D'ABORD, pour honorer la mémoire des nombreux Alsaciens massacrés en 1675 par l'armée de Turenne. Cette commémoration fut aussi l'occasion de rectifier une falsification de l'histoire.*



Les membres de Jeune Alsace devant l'obélisque de Turckheim

En 1648, le traité de Westphalie met fin à la cruelle guerre de trente ans. L'Alsace a perdu 50% de sa population. Le landgraviat de Haute-Alsace et le bailliage de Haguenau, anciennes possessions habsbourgeoises, sont annexées par Louis XIV. Les villes libres impériales de la Décapole et Strassburg refusent cependant de jurer fidélité à Louis XIV qui envoie son armée pour briser dans le sang et les cendres les derniers îlots de résistance que sont les villes de la Décapole et pour assoir définitivement sa domination totale sur l'Alsace. L'armée royale, conduite par Turenne, porte une première contre-attaque le 4 octobre en Basse-Alsace, à Entzheim où l'on relèvera 6000 victimes. Puis il inflige une défaite décisive aux Impériaux le 5 janvier 1675 à Turckheim dont les habitants avaient vaillamment résisté.

**Turenne, criminel de guerre**  
Pour faire un exemple et dissuader

d'autres villes de résister, Turenne décida de châtier Turckheim de sa résistance que motivait pourtant un devoir normal de fidélité à l'empire. Pendant des jours, la ville fut systématiquement pillée et mise à sac par les garnisons laissées sur place. Au plus fort du « nettoyage », parmi les habitants restants, de nombreux vieillards, malades, femmes et enfants furent massacrés. La sauvagerie dura quinze jours, quinze jours de martyre pour la population de Turckheim et ses environs.

En 1933, l'administration française avec l'aide de certains responsables politiques alsaciens décide d'ériger un monument à la gloire de... Turenne. Il est navrant que les édiles de Turckheim aient pu laisser se dresser un monument à la gloire du bourreau de leur ville. C'était entre les deux guerres et l'Alsace vivait une période de francisation active.

Il est temps de redonner aux Alsaciens la connaissance de leur histoire et la fierté

### Suite de la page 1

de leur passé. Pendant la cérémonie, plusieurs orateurs se sont succédés. Fabrice Lauffenburger, président de *Jeune Alsace*, a rappelé le contexte historique de l'événement. Agnès Harnist, responsables du mouvement *Alsace d'Abord* dans le Sundgau, est intervenue en faveur des classes bilingues. Roland Vernizeau, porte-parole d'AA en centre Alsace, a plaidé pour davantage d'autonomie pour notre région. Louis Brender a rappelé aux personnes présentes que les vraies couleurs de l'Alsace sont le «Rot un Wiss». Enfin, Jacques Cordonnier, président d'*Alsace d'Abord*, a parlé des prochaines élections régionales et cantonales qui seront pour le mouvement régionaliste la prochaine

étape de son déploiement.

Des membres de l'UPA (Union du Peuple Alsacien) et de l'association Fer's Elsass étaient également venus à Turkheim.

*Jeune Alsace* et *Alsace d'Abord* ont demandé que le monument qui fait aujourd'hui partie du paysage de Turkheim soit dédié aux Alsaciens victimes de Turenne et non plus à leur bourreau. Il suffit pour cela de changer la plaque commémorative qui se trouve sur le flanc Est de la stèle.

Après le chant des hymnes alsaciens, une minute de silence a été observée. Après la cérémonie, les personnes présentes se sont retrouvées dans un restaurant de Turkheim pour le verre de l'amitié ■



Jacques Cordonnier prononce le discours de clôture après le dépôt de gerbe.

## Quand la HALDE et l'ANPE s'en prennent au dialecte alsacien

Un horticulteur du Haut-Rhin qui voulait recruter un employé maîtrisant le dialecte alsacien, s'est vu récemment rejeter son annonce d'offre d'emploi par le Pôle Emploi (ex-ANPE) parce que la HALDE - Haute Autorité de Lutte contre les discriminations - considère que la demande de cet employeur est discriminatoire.

Saviez-vous que la loi du 27 mai 2008 dit que demander l'usage d'une langue régionale dans une annonce d'emploi est une discrimination ? La HALDE veille au grain, et au Pôle Emploi Alsace, on obéit aux consignes. L'absurdité est

l'injustice de ces mesures sont révoltantes. S'y soumettre sans réagir est une pleurerie.

Le 21 juillet 2008, une réforme constitutionnelle a modifié l'article 75-1, disposant que désormais les langues régionales appartiennent au patrimoine national. Que n'a-t-on entendu comme cris de victoire dans la bouche des parlementaires alsaciens ! Alsace d'Abord avait immédiatement critiqué l'aspect «poudre aux yeux» de cet article qui ne voulait rien dire.

Alors maintenant, MM. les Députés et Sénateurs, de deux choses l'une : ou bien la Constitution est supérieure à une loi ordinaire, et que l'on cesse d'ennuyer les artisans et PME qui veulent encore embaucher ! Ou bien alors les dispositions constitutionnelles n'ont pas de portée et notre Constitution ne vaut pas plus qu'une brochure publicitaire.

Nous aurions aimé entendre MM. les grands élus défendre vigoureusement l'alsacien et le droit des entreprises alsaciennes d'embaucher sans entraves. Mais face à la HALDE, ils sont restés muets. Alsace d'Abord ne restera pas inerte ■



## Élections européennes et la question turque

Joseph Daul sera tête de liste UMP dans la région Grand Est. Michel Barnier sera tête de liste UMP en Ile de France. Quel est le point commun entre les deux hommes ? Ils sont tous les deux partisans de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Quand on sait que Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, est aussi favorable à l'intégration de la Turquie, nous avons toutes les raisons de rester extrêmement vigilants.

## NOUVELLES PLAQUES D'IMMATRICULATION La Bretagne a gagné, les élus UMP d'Alsace ont perdu

L'État a tranché. Le logo officiel de la région de votre choix figurera obligatoirement sur la plaque d'immatriculation de votre véhicule... sauf en Bretagne, a précisé hier après-midi le ministère de l'Intérieur. Les élus armoricains avaient en effet souhaité faire figurer sur les plaques le gwen ha du (blanc et noir, en breton), drapeau chargé d'histoire créé en 1923 par un militant régionaliste, de préférence à l'hermine stylisée qui symbolise le conseil régional breton. Ils ont été entendus. Les élus alsaciens ont - une fois de plus - raté le coche. Les trois présidents, Conseils généraux et Conseil régional, se sont battus pour leur chapelle. Résultat : nous aurons droit au blason artificiel imposé par les préfets en 1948 au lieu du «rot un wiss» historique, au-dessus de l'inévitable numéro du département. Et tout cela, au moment même où Sarkozy nous parle de supprimer les départements. Que d'hypocrisie !



Voilà ce qu'auraient dû être nos plaques



Et voilà celles que nous auront

C'est à partir du 15 avril pour les véhicules neufs et du 15 juin pour les voitures d'occasion que ces mesures s'appliqueront. À noter, cette étonnante curiosité : nous pourrions choisir le numéro du département et la région de notre choix, Bretagne, Auvergne ou Corse, pourvu qu'il y ait cohérence entre le département et la région choisie. Les départementalistes archaïsants résistent encore ■

# Travaillerons-nous le dimanche ? attention, danger !



Le projet de Nicolas Sarkozy d'étendre le travail le dimanche est toujours d'actualité. Seules les urgences liées à la crise économique l'ont contraint de décaler le débat parlementaire sur cette question. Mais ce projet néfaste va réapparaître, car Sarkozy y tient beaucoup. Rappelons sa déclaration : «le travail le dimanche est un marqueur de société». Merci bien, Monsieur le Président, cette société là, les Alsaciens n'en veulent pas !

Alsace d'Abord a lancé une grande campagne de pétitions contre la proposition de loi qui mettrait fin au repos dominical. Cette pétition remporte un grand succès. Nos militants et sympathisants, et ceux de *Jeune Alsace*, ont déjà distribué plusieurs dizaines de milliers de pétitions. Grâce à ces pétitions, nous pourrions prouver aux parlementaires que le projet de Sarkozy n'est pas celui des Alsaciens.

Pourquoi faut-il s'opposer au travail le dimanche ?

## les acquis sociaux, le droit local alsacien

Le congé le dimanche est, en France, un acquis social, entériné par la loi du 13 juillet 1906 qui rend obligatoire le repos hebdomadaire du dimanche. Changer la loi sur cette question équivaldrait à rompre le pacte social. En Alsace et en Moselle, le droit local interdit l'ouverture des commerces le dimanche en vertu de l'article 146 de la loi du 26 juillet 1900.

## Quelle conception de la vie sociale ?

Nous refusons le travail le dimanche car nous avons une plus haute conception de la vie sociale et familiale. Nous avons tous besoin d'un jour différent pour faire autre chose que produire et acheter. De quoi nos enfants ont-ils besoin ? D'une promenade en famille dans les Vosges ou des files d'attente derrière les caisses des hypermarchés ? Et que deviendront nos associations de pêche, les clubs de foot et autres associations de sport si la moitié de leurs membres se pressent dans les parkings des grands magasins ? L'Alsace a la chance d'avoir un réseau très riche d'associations vivifiantes. L'ouverture des

magasins le dimanche leur porterait un coup fatal.

## Is vont tuer les commerces de proximité

Nous refusons l'ouverture des grandes surfaces le dimanche car cela entraînerait la fermeture accélérée des petits commerces et magasins de proximités dans les centres villes, avec pour conséquence la dislocation du tissu économique et social dans le cœur des villes et la destruction de nombreux emplois.

Nous refusons le travail le dimanche parce que nous avons le sens des responsabilités environnementales. L'ouverture des magasins le dimanche, ce serait le retour des camions sur nos routes, ce serait les mêmes embouteillages et la même pollution qu'en semaine, ce serait une surconsommation énergétique considérable.

## Pas de régression sociale

Qui ferait les frais de l'abandon du repos le dimanche ? Ce sont les soi-disant «volontaires», ces salariées féminines le plus souvent mal payées. Ce sont ces mères de famille qui pour le moment encore ont le bonheur de pouvoir passer le dimanche avec leurs enfants.

Nous refusons le travail le dimanche parce que cela entraînera nécessairement une augmentation des prix. La grande distribution, qui devra payer double les heures travaillées le dimanche, refacturera ce surcoût aux consommateurs. Aux États-Unis, une étude a démontré que l'ouverture dominicale a entraîné une augmentation des prix de 4 %.

Le sujet est grave. Il ne faut pas sous-estimer la portée de ce projet pernicieux. Sarkozy pousse ses pions pour nous conduire vers une société de consommation à tout prix, vers une société superficielle et matérialiste dans laquelle la famille traditionnelle n'aura plus sa place. Ce projet est aux antipodes de l'esprit alsacien, de nos valeurs et de nos traditions ■

## Elsassichi Sproch un France 3

Wàs die Elsasser denke, isch der pàriser Verwaltung würscht egàl... ùn die Züakünfft vùn ùnseri Sproch ùn Kùltür motiviert die elsassische Politiker kùm : dàs isch wàs ma vùn der Abschäffung vùn der Sendung « Sür un siess » lehre kät. Eimol mih, dàs isch leider kenn grossi Iwerraschung ! Der Regionàlrot, die zwei Generàlrote, ùn e pàar Gemeinde, hann e Text gewàhlt fer erkläre, dàs sie nit iverstände sinn. Pùnk. Het France 3 wagedam Angscht bekùmme ? Nej, sie hann nitamol versüecht, Grind ze ga fer ihre Entscheidung ze erkläre. Dàs zeigt jo, wenn ma nit glich kräftig reagiert, isch's nitamol de Wart !

Nàtierlig kà ma nùmme hoffe, dàs die Sendung « Sür un siess » widder progràmirt würd. So Probleme ware àwer wohrschinlig immer widder vorkùmme : die Elsasser ware immer battle müesse, fer e pàar Stùnde Fernseh ùf elsassisch derfe ze hà. Un wenn die Qualität do isch, ha mir noch Chance...

Die Lesung ward nàtierlig e regionàles Fernseh, ùnter der Herrschàft zùm Beispiel vùm Regionàlrot : ma hert regelmässig iwer e so'ne Projekt redde, àwer es ward jetzt Zitt, vùn der Theorie ùf die Praxis ze kùmme. Hitsadaj het nàtierlig e Sproch kenn Zükünfft mih, wenn sie nit dürlich Fernseh, Radio ùn Internet verbreite würd.

E regionàles Fernseh sott àwer attraktiv si : dàs es die Litt lüeje wìel die Sendunge güt sinn, ùn nit nùmme wìel se ùf elsassisch sinn. Fer die Litt àzieje, müess ma ìn de Nochrichte ùf elsassisch vùm Obama odder vùm Sarkozy heere redde, ùn nit nùmme vùn der Aktüalität vùm Nawesdorf. Wüüm au nit Fernsehreihe wie « Les Experts » odder die « Star Academy »... ùf elsassisch iwersetzt ?

S'Agebot ìm Bereich Radio blit au àrm. France Bleu Elsass isch zùm Beispiel nit ùf de Mittelwelle verfügbàr, ùn sinni Progràmme passe ìnder àn de àlteri Litt. E Jünger, wù sich fer's Elsassische interessiert, würd wohrschinlig nix finde, wù'ne behàge würd. Doch es ward mejlich, ebbes ùfzeboje, wù Modernität ùn elsassichi Sproch mitnànder zamma dat bringe ! Wüüm nit Beispiel namme à ditsche Radios, wie Regenbogen odder SWR3 ? Es gibt jüngi Elsasser, wù se horiche : nit ùnbedingt, wìel's ùf ditsch isch, àwer wìel die Litt die Musik – ùf Ditsch odder ùf Englisch - gfitzt finde ! Elsassichi moderni Musikgruppe gibt's sowieso leider nit genüe, fer allein e gänz Progràm mitzeboje.

E so'ne Fernseh, odder e so'ne Radio, warde nàtierlig nit rentàwel : der Regionàlrot kenntigt die Initiative namme ùn se helfe finànzieren. E kostbàri Initiativ, dàs isch klàr : àwer e Investition fer die Züakünfft.

S. Brant

# Les jeunes identitaires de *Jeune Alsace* ont fêté Noël à Kintzheim

Le vendredi 12 décembre 2008, Fabrice Lauffenburger et les membres du mouvement Jeune Alsace se sont réunis dans un restaurant de Kintzheim, près de Sélestat, pour le traditionnel dîner de Noël.

Ils étaient plus de cinquante jeunes venus de toute l'Alsace, réunis pour cette soirée de camaraderie et de fraternité. Garçons et filles de tous milieux, apprentis,

jeunes salariés, étudiants, tous ont passé une très belle soirée, dans une ambiance chaleureuse, où régnait une vraie connivence basée sur le lien de confiance entre les militants et les cadres.

En fin de repas, les responsables ont réparti entre les jeunes 10 000 tracts-pétitions «contre le travail le dimanche». Les volontaires pour cette action militante se

sont organisés en groupes de trois personnes pour distribuer les pétitions dans la rue ou dans les boîtes aux lettres de leur secteur.

Le président du mouvement régionaliste Alsace d'Abord, Jacques Cordonnier, a répondu présent à l'invitation de Jeune Alsace, et a passé une très bonne soirée en compagnie des ces jeunes militants ■



## Cérémonie des vœux de Christian Chaton

Le samedi 17 janvier 2009, Christian Chaton, Conseiller général de Sainte-Marie aux Mines, vice-président d'Alsace d'Abord a présenté ses vœux aux personnalités et aux habitants du Val d'Argent. La cérémonie a eu lieu au théâtre municipal de Sainte-Marie-aux-Mines. Après la traditionnelle allocution de début d'année, Christian Chaton a pu discuter personnellement avec ses invités autour du verre de l'amitié.



Christian Chaton, vice-président d'Alsace d'Abord, Conseiller général du Haut-Rhin

## Projet de loi Bachelot sur la santé : retour en force de l'État et mesures de restrictions



Le projet de loi HPST porté par Roselyne Bachelot - la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires - n'annonce rien de bon pour l'Alsace. Les Agences Régionales de l'Hospitalisation vont être transformées en ARS - Agences Régionales de Santé, avec à leur tête un véritable Préfet Sanitaire, représentant de l'État chargé de mettre en oeuvre en province les décisions prises à Paris. Les élus locaux qui siègent aujourd'hui aux conseils d'administration des hôpitaux seront petit à petit écartés et les timides avancées en matière de décentralisation vont être anéanties. Dans quel but ? Organiser le système de santé selon les vœux de l'État, c'est-à-dire faire des économies en faisant payer les régions riches au profit des régions dites pauvres. Péréquation, solidarité, etc... Toujours les mêmes motifs chez ceux qui convoitent notre système de santé. Nous traiterons de cet importante question dans le prochain numéro de LIBRE ALSACE ■

LIBRE ALSACE  
Bulletin du mouvement Alsace d'Abord  
n° 2 - février 2009  
Directeur de la publication : Jacques Cordonnier  
BP 60291 - 67008 Strasbourg cedex  
Mail : info@alsacedabord.org  
Imprimé par nos soins.

**ALSACE**  
*d'abord !*